

Communiqué de presse

Paris, le jeudi 20 mars 2014

Déclaration de la Commission des Episcopats de la Communauté européenne en vue des élections européennes

On lira ci-après, la déclaration de la Commission des Episcopats de la Communauté européenne (COMECE) relatifs aux prochaines élections européennes.

Rappelons que le dimanche 10 novembre 2013, Mgr Georges Pontier lors de son discours de clôture de l'Assemblée Plénière de la Conférence des évêques de France, parlait des élections européennes selon les termes ci-après :

*Mgr Bernard Podvin
Porte-parole des évêques de France*

« Du 22 au 25 mai prochain, les citoyens des 28 pays, membres de l'Union européenne, vont élire leurs représentants au Parlement européen. Qui aurait pu imaginer cela en 1950 et même voici seulement quelques décennies ? Deux guerres mondiales se sont déroulées sur le sol européen dans la première moitié du XX^e siècle. Et voici que depuis plus de 60 ans, après encore des conflits locaux meurtriers et douloureux suite à la chute du mur de Berlin, notre continent a su panser ses plaies. A la haine ont succédé la connaissance et l'estime. Les oppositions, les peurs et les stigmatisations ont laissé place aux échanges, aux jumelages, aux invitations, aux accords, aux visites, aux pèlerinages, aux formations communes. A la fin de la Seconde Guerre mondiale, se sont levés des hommes animés par un désir de paix et de réconciliation. Ils venaient des divers pays récemment en conflit : les Français Robert Schuman et Jean Monnet, l'Allemand Conrad Adenauer, le Luxembourgeois Joseph Bech, le Néerlandais Johan Willem Beyen, l'Italien Alcide de Gasperi, le Belge Paul Henri Spaak. Ils ont commencé par une coopération économique. S'en est suivie, au fil des étapes, la création des structures indispensables à la survie de cette merveilleuse idée. Jean Monnet pourra dire un jour : « Rien ne se fait sans les hommes, rien ne dure sans les institutions. » Ces institutions ne cessent de poursuivre leur évolution et leur adaptation aux dimensions prises par cette union européenne dont nous pouvons être fiers. Il reste bien sûr du chemin à faire pour une meilleure forme de gouvernance, pour que les nations comprennent qu'elles ne perdent pas leur identité en s'unissant aux autres, mais qu'elles s'enrichissent dans ce partage. Certains pensent que les difficultés de l'heure, liées à la crise économique mondiale, trouvent leur origine ou sont amplifiées par les institutions européennes. Faire de l'Europe le bouc émissaire de la crise actuelle serait bien rapide et gravement irresponsable. Dans un contexte de mondialisation, les défis actuels peuvent-ils être relevés sans développer encore et toujours la solidarité entre les états membres ? Sans doute faut-il trouver de bons moyens qui permettent à l'Europe de partager au monde son souci des plus pauvres, de la dignité humaine et de la paix. Les progrès de l'Europe sont un combat à mener, encore et toujours, avant de penser aux bénéfices à recevoir. Le moment est à nouveau venu de poursuivre ce beau projet porteur de paix et de solidarité entre des peuples qui acceptent d'unir leur destin sans perdre leur âme, sans se replier sur eux-mêmes et en gardant le souci du développement de tous les peuples. Au moment de cette élection, il s'agira pour les électeurs d'exercer une part de leur responsabilité en prenant connaissance des projets portés par les divers partis politiques et de donner leur confiance à ceux qui, à leurs yeux, feront avancer l'Europe vers l'avenir le meilleur pour le plus grand nombre »



Déclaration des évêques de la COMECE

Elections européennes 2014

Du 22 au 25 mai 2014, nous serons appelés à élire les députés qui siègeront au Parlement européen. Le résultat de ces élections déterminera la nature de la législature pour l'UE dans les cinq prochaines années et aura des implications majeures pour ceux qui dirigent l'UE.

Il est essentiel que les citoyens de l'UE participent au processus démocratique en votant le jour des élections. Une forte participation renforcera d'autant la nouvelle législature.

La perspective de ces élections offre la possibilité à l'ensemble de la société européenne de débattre de questions socio-économiques centrales qui marqueront l'Union européenne dans les années qui viennent.

En tant qu'évêques de la COMECE, nous estimons qu'il est de notre devoir de proposer des orientations à l'électeur/électrice européen(ne) pour qu'il/elle forme sa conscience. Pour ce faire, nous souhaitons attirer leur attention sur des questions importantes en les examinant à la lumière de la pensée sociale de l'Eglise.

Bien que nous nous adressions en première instance aux citoyens de confession catholique, nous espérons que notre conseil/avis recevra également un accueil favorable auprès des hommes et femmes de bonne volonté qui se soucient du succès du projet européen. Nous espérons que notre voix sera également entendue par les candidats aux élections au Parlement européen.

Pour commencer, nous souhaiterions attirer l'attention sur quelques considérations d'ordre général :

1. Voter est un droit et un devoir pour chaque citoyen de l'UE. Plusieurs millions de jeunes citoyens voteront pour la première fois. Parmi eux, certains sont encore en formation, d'autres sont déjà sur le marché du travail, et beaucoup, hélas, sont sans emploi. Nous encourageons nos jeunes à faire entendre leur voix en s'impliquant dans le débat politique et surtout en votant.
2. Il est important que les candidats et les députés qui se représentent pour un mandat au Parlement européen soient conscients des dommages collatéraux causés par la crise économique et bancaire qui a débuté en 2008. Le Pape François a attiré l'attention de l'opinion publique sur la détresse de ceux qui étaient déjà pauvres et vulnérables - les jeunes et les handicapés - sans oublier ceux qui ont été jetés dans la pauvreté par la crise actuelle. Le nombre de « nouveaux pauvres » est en train de croître de manière alarmante.
3. Le message chrétien est un message d'espoir. Nous croyons que le projet européen est inspiré par une vision noble de l'homme. Chaque citoyen, chaque communauté et même



chaque Etat-nation doit être capable de mettre de côté ses intérêts particuliers en vue de la poursuite du Bien commun. L'exhortation apostolique *Ecclesia in Europa* publiée par le Pape Jean Paul II en 2003 était un message d'espoir et c'est avec la même foi solide dans un avenir meilleur que l'Eglise aborde les défis européens actuels.

4. La Tempérance est l'une des vertus naturelles au cœur de la spiritualité chrétienne. Une culture de retenue doit guider l'Economie sociale de marché et les politiques de l'environnement. Nous devons apprendre à vivre avec moins et, par là même, veiller à ce que les personnes qui vivent dans la vraie pauvreté obtiennent une meilleure part.

Nous aimerions également attirer l'attention de nos concitoyens sur certains domaines spécifiques des politiques de l'UE :

1. Il faut veiller à ce que les démarches de plus en plus nombreuses visant à l'unité au sein de l'UE ne sacrifient pas le principe de subsidiarité, qui est le pilier de cette famille d'Etats nations unique au monde que représente l'UE ; ni ne compromettent les traditions bien établies qui prévalent dans tant d'Etats membres.
2. Un autre pilier de l'Union européenne, qui est également un principe de la doctrine sociale de l'Eglise, est celui de la Solidarité. Ce principe devrait guider les politiques menées à tous les niveaux de l'UE, entre nations, régions et groupes de population. Il nous faut construire un monde nouveau, qui soit centré sur la solidarité.
3. Il est fondamental de rappeler qu'à la base de toute politique sociale et économique se trouve une vision de l'homme enracinée dans un profond respect de la dignité humaine. La vie humaine doit être protégée de la conception à la mort naturelle. La famille, qui est la composante de base de la société, doit bénéficier de la même protection.
4. L'Europe est un continent en mouvement et la migration – qu'elle soit interne ou venant de l'extérieur de l'Europe – a un impact sur la vie des personnes et de la société. L'UE a une frontière extérieure commune. La responsabilité de l'accueil et de l'intégration des migrants et demandeurs d'asile doit être partagée proportionnellement entre les Etats membres. Il est crucial de traiter avec humanité les migrants à leur arrivée et que leurs droits humains soient scrupuleusement respectés, et que par conséquent, tous, y compris les Eglises, s'efforcent de garantir une intégration réussie dans les sociétés d'accueil sur le territoire de l'Union.
5. Nous sommes les gardiens de la création et nous devons accroître notre détermination à respecter et atteindre les objectifs d'émissions de CO₂, à promouvoir une conception globale des changements climatiques, à adopter une approche plus écologique et nous devons exiger que la durabilité devienne un élément fondamental de toute politique de croissance ou de développement.
6. La liberté religieuse est un élément fondamental d'une société tolérante et ouverte. Cette liberté comprend la liberté de manifester sa foi en public. Nous nous réjouissons de l'adoption de Lignes directrices de l'Union sur la promotion et la protection de la liberté de religion ou de conviction et nous espérons que le Parlement européen qui sortira des urnes intensifiera ses efforts en la matière.



7. Nous soutenons toutes les mesures qui peuvent être prises pour protéger un jour de repos commun hebdomadaire, qui est le dimanche.
8. Dans les cinq prochaines années, le changement démographique aura un impact encore plus profond sur l'UE. Nous plaidons en faveur de nos concitoyens âgés, afin qu'ils aient accès au niveau et à la qualité de soins auxquels ils ont droit, et nous plaidons aussi pour la mise en place de politiques qui créent de nouvelles opportunités pour la jeune génération.

L'Union européenne est à un tournant. La crise économique déclenchée par la faillite bancaire de 2008, a tendu les relations entre les Etats membres. Elle a mis à rude épreuve le principe fondateur de Solidarité au sein de l'Union. Elle a aussi entraîné dans son sillage une vague de pauvreté qui a frappé un grand nombre de nos concitoyens et a brisé les espoirs de beaucoup de jeunes.

Nous, les évêques catholiques, plaidons pour que le projet européen ne soit pas mis en danger ni abandonné sous la pression des contraintes actuelles. Il est impératif que nous tous – hommes et femmes politiques, candidats, parties prenantes – nous contribuions à forger de façon constructive le futur de l'Europe. Nous avons trop à perdre si le projet européen venait à se disloquer.

Enfin, il est essentiel que nous tous, qui sommes des citoyens européens, nous nous rendions aux urnes le 22-25 mai prochains. Nous, les évêques, nous vous enjoignons à voter suivant votre conscience préalablement bien formée.

Les évêques de la COMECE*

* Dont Mgr Jean-Pierre Grallet, archevêque de Strasbourg et représentant des évêques de France à la Commission des épiscopats de la Communauté européenne.